

Les succès de la réforme budgétaire sur le terrain

En 2005,

- plus de 500 services passés en "mode LOLF",
- près de 600 000 agents impliqués,
- 28 milliards d'euros concernés.



Au rectorat de Bordeaux

L'académie de Bordeaux a un bon niveau pour l'école primaire et de bons résultats au baccalauréat : 85% de réussite en 2002 contre 83% en moyenne nationale.

Mais elle a manifestement un point faible au collège : 6% des élèves quittent le système scolaire après la troisième (alors que la moyenne nationale est de 3%).

Afin d'y remédier, le recteur a utilisé les marges de manœuvre dégagées grâce à la LOLF :

- ▶ pour donner davantage de moyens aux collèges
- ▶ pour développer la formation professionnelle et offrir une alternative aux élèves qui, désintéressés par l'enseignement général au lycée, auraient pu quitter l'école sans formation.

A la rentrée 2004, le rectorat de Bordeaux a ainsi créé 117 nouvelles places dans l'enseignement professionnel. Soit 117 possibilités offertes à des jeunes de mieux réussir...



À la trésorerie générale de l'Aveyron

Le département de l'Aveyron enregistre traditionnellement d'excellents taux de recouvrement de l'impôt, mais était parmi les derniers pour le taux de prélèvement automatique. Les facteurs d'explication étaient multiples : département rural, population âgée... Ils n'ont pas empêché la trésorerie générale de braver cette prétendue « fatalité sociologique ».

Profitant des marges de manœuvre dégagées grâce à la globalisation des moyens, le trésorier payeur général a financé une campagne de promotion du prélèvement automatique de l'impôt auprès des contribuables aveyronnais :

- ▶ publicité dans la presse locale,
- ▶ annonces radio,
- ▶ affichage sur les bus,
- ▶ informations sur les panneaux municipaux,
- ▶ courrier personnalisé aux particuliers.

Résultat de cette campagne volontariste : plus 30 % d'abonnés au prélèvement automatique pour l'Aveyron en deux ans.

La trésorerie générale de l'Aveyron économise ainsi des frais de gestion et le recrutement de personnels occasionnels pour traiter les courriers. Surtout, elle simplifie la vie de 27 000 nouveaux abonnés au prélèvement automatique !

Outre cette campagne, la trésorerie générale a également financé des travaux pour améliorer l'accueil du public et la climatisation de la perception de Rodez.

+ 30 % d'abonnés au prélèvement automatique pour l'Aveyron en deux ans



À la direction de la protection judiciaire de la jeunesse du Languedoc-Roussillon

Grâce à la LOLF, la direction de la protection judiciaire de la jeunesse du Languedoc-Roussillon a dégagé des marges de manœuvre qui lui ont permis de financer :

- ▶ le recrutement de psychologues et d'éducateurs vacataires pour accélérer le traitement des dossiers et mieux s'occuper des jeunes en difficulté ;
- ▶ des travaux de mise aux normes d'établissements dont elle a la charge ;

▶ le développement de son parc automobile : les agents de la DRPJJ se déplaçant beaucoup sur le terrain, on a économisé des remboursements de frais de déplacement.

Une meilleure prise en charge des jeunes en difficulté





À la direction régionale des affaires sanitaires et sociales des Pays de la Loire

En matière de santé, où l'évolution de la demande est imprévisible, la globalisation des crédits permet de répondre plus facilement aux urgences.

AVANT, les transferts de crédits d'une enveloppe à l'autre n'étaient pas possibles.

Par exemple on ne pouvait pas modifier la répartition des crédits entre le « plan hivernal » et la « lutte contre l'illettrisme ».

AUJOURD'HUI, ces politiques sont regroupées dans le même programme, « Politiques en faveur de l'inclusion sociale », ce qui permet des transferts. Par exemple, si l'hiver a été moins rude que prévu, la DRASS peut utiliser les excédents du « plan hivernal » pour relancer la lutte contre l'illettrisme.



À la direction des services pénitentiaires de Rhône-Alpes-Auvergne

La direction des services pénitentiaires de Rhône-Alpes-Auvergne expérimente la globalisation des crédits depuis le 1^{er} janvier 2004. Dès la première année, ce nouveau mode de gestion lui a permis de dégager près de 2,4 millions d'euros, soit 2,4% de son budget global.

Grâce à ces économies, la direction a financé les charges imprévues liées à l'augmentation du nombre de détenus. Elle a aussi rénové les établissements pénitentiaires.

▶ A la maison d'arrêt de Saint-Étienne, on a changé l'ensemble des portes et serrures.

▶ Dans d'autres établissements, les parloirs ont été refaits, pour un meilleur accueil des familles.

▶ Enfin, afin de diminuer le risque d'évasion lors des mouvements des détenus, on a accéléré l'équipement des prisons de la région en matériel biométrique.

La mise en œuvre de la LOLF a donc été bénéfique à la fois pour les détenus, dont les conditions de détention ont été améliorées, pour leurs familles et pour les agents, dont la sécurité est désormais mieux assurée.

Tout cela, sans augmenter la charge pour le contribuable.

**Près de 2,4 millions d'€
dégagés en un an**



À la direction de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes de PACA

La globalisation des crédits, expérimentée à la direction de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes de Provence-Alpes-Côte d'Azur depuis 2003, a permis la première année de dégager près de 250 000 euros sur les crédits de personnels et de fonctionnement. En 2004, 50 000 euros d'économies ont encore été réalisées sur les dépenses de fonctionnement.

A l'origine de ces économies ?

▶ Une meilleure gestion des achats

La globalisation a permis de regrouper au niveau de la région des achats qui auparavant étaient éclatés entre les départements. Résultat : la direction a

bénéficié de tarifs plus avantageux. Rien que pour l'essence, cela a permis de négocier une remise de 4 centimes d'euro par litre.

Un pilotage plus fin de la masse salariale

▶ Les départs d'agents non remplacés immédiatement ont quant à eux permis d'utiliser les salaires non versés pour financer d'autres dépenses. Avant, cela n'était pas possible.

Cela a permis :

▶ le renouvellement du parc automobile, indispensable pour les déplacements des contrôleurs sur le terrain : en 2003, 27 véhicules neufs (sur un total de 57 véhicules) ont été mis à la disposition

des agents chargés d'effectuer des contrôles sur place ;

▶ l'acquisition de nouveaux matériels : photocopieurs et fax, modernisation du parc informatique ;

▶ la réfection de certains locaux : revêtements de sol et peintures.

Ce nouveau mode de gestion a aussi permis une meilleure organisation des équipes, pour un renforcement des contrôles : trois agents sont ainsi passés d'une mission administrative à une mission de contrôle sur le terrain.



À la direction des services fiscaux de Saône-et-Loire

A la direction des services fiscaux de Saône-et-Loire, la globalisation des crédits a fait économiser en 2004 plus de 460 000 euros.

Cela a permis un certain nombre d'investissements nouveaux :

- ▶ la modernisation du parc informatique,
- ▶ la rénovation des espaces d'accueil,
- ▶ l'acquisition de mobiliers ergonomiques.

Résultats : une qualité de service améliorée pour les usagers et des conditions de travail meilleures pour les agents des services fiscaux.

Avant la réforme budgétaire, ces surplus auraient difficilement pu être affectés à d'autres postes que ceux auxquels ils étaient initialement alloués. La LOLF a donc eu des conséquences concrètes et immédiates pour les habitants de Saône-et-Loire.

Pour en savoir plus : www.minefi.gouv.fr/lolf



UN NOUVEAU CADRE
BUDGÉTAIRE POUR
RÉFORMER L'ÉTAT